

# Pascal MARICHALAR (IRIS)

Candidat en section 43 du Comité national de la recherche scientifique  
Collège B1

LISTE SNCS-FSU D'OUVERTURE

CANDIDATURE SOUTENUE PAR



## BRÈVE PRÉSENTATION

Recruté au CNRS en 2013, je travaille à l'intersection de la sociologie du travail et de la sociologie politique des sciences. Ma thèse a porté sur les conflits autour de la médecine du travail en France depuis les années 1968. J'ai étudié les usages politiques et syndicaux de la notion de risques psychosociaux et la non-pénalisation des atteintes à la santé des salarié-es en France et en Italie. J'ai aussi travaillé avec des ouvriers de verrerie industrielle sur la question de l'attachement à un travail dangereux et la biopolitique des assurances sociales.

Depuis 2019, j'étudie les dimensions sociales, politiques et environnementales du développement de grandes infrastructures scientifiques (les observatoires astronomiques) en situation coloniale (Hawaï'i) et sous un régime autoritaire (le Chili de Pinochet).

Par ma candidature et avec les collègues de notre liste, je souhaite m'engager tout particulièrement pour la défense des libertés académiques et l'établissement d'une culture scientifique non sexiste.

## NOTRE LISTE POUR LA SECTION 43

Dans un contexte national et international marqué par de graves atteintes à la recherche publique, notamment dans le domaine des sciences humaines et sociales, nous nous mobiliserons pour défendre l'autonomie scientifique et les libertés académiques face aux pressions politiques et managériales, en solidarité avec les mobilisations en cours en France comme à l'étranger.

Seule une recherche publique, exercée par des fonctionnaires dont le statut préserve de toute tentative d'ingérence, garantit l'autonomie scientifique. La recherche en SHS exige du temps, des moyens et de l'indépendance par rapport à tous les types de pouvoirs. Nous nous engageons à défendre ces valeurs dans tous les domaines d'action du Comité national (CoNRS) :

- **Remettre le CoNRS au centre** : instance collégiale et démocratique, le CoNRS est le lieu légitime pour prendre les décisions qui affectent les personnels du CNRS. Nous présenterons en fin de mandat un rapport de conjoncture élaboré collégialement.

- **Non au pilotage managérial de la recherche** : nous nous opposons aux postes fléchés sur des thématiques choisies en fonction des modes du moment. Nous refusons catégoriquement les projets qui, à l'instar des « key labs », se traduiraient par une diminution globale des ressources et un accroissement des inégalités entre les laboratoires.

- **Emploi public** : nous nous mobiliserons pour une augmentation du nombre de postes pérennes mis au concours (recherche et soutien à la recherche) et le refus des postes de type « *tenure track* » ou « chaires de professeur junior ». Nous pensons que les primes individuelles ne doivent pas se substituer à l'augmentation des rémunérations.

- **Recrutements et évaluations des collègues** : nous défendrons la diversité des objets, approches et terrains. Nous travaillerons dans la transparence, la probité et l'ouverture, en utilisant des critères explicites, publiés sur le site de la section, et en refusant la bibliométrie et les facteurs d'impact. Nous veillerons à éviter toute forme de discrimination. Nous défendrons nos classements afin qu'ils ne soient pas remis en cause par la direction de l'INSHS.

Nous nous engageons à rendre compte de nos décisions à l'issue de chacune des trois sessions et à ne demander aucune promotion durant notre mandat. Candidat-es de la liste SNCS-FSU d'ouverture en section 43, il nous paraît essentiel de travailler au sein d'une équipe plurielle et compétente sur un large spectre thématique. Nous sommes tous-tes solidaires et soutenons mutuellement nos candidatures.

En section 43 collège B1

j'appelle à voter également pour Judith Audin (PRODIG) et Simon Bittmann (SAGE)  
soutenu-es par le SNCS-FSU

# Profession de foi des candidat·es SNTRS-CGT aux élections 2025 du CoNRS



**METTRE EN ŒUVRE UNE ÉVALUATION SUR DES BASES COLLÉGIALES ET DES CRITÈRES SCIENTIFIQUES.** L'évaluation par les pairs est un des principaux atouts du statut de chercheur·e. Or, elle est constamment menacée par les indicateurs de performance qui exacerbent la notion d'excellence et tendent à effacer la personne derrière son h-Index ou sous l'accumulation de contrats. Les élu·es CGT, pour contrer les dérives d'une évaluation-sanction, jouent un rôle important de protection des agent·es. Nous montrerons la plus grande vigilance lorsque des avis défavorables seront discutés, notamment lors des propositions d'avis d'insuffisance professionnelle, qui ouvrent la voie au licenciement des collègues et ne devraient être émis qu'en dernière extrémité, après examen très approfondi. Nous revendiquons une refonte complète du dispositif de Suivi Post-Évaluation (SPE) déclenché par les services RH, qui ne devrait intervenir qu'à la demande et sous le contrôle des sections.

## **DÉFENDRE LE RECRUTEMENT SUR DES POSTES STATUTAIRES AU PLUS PRÈS DE LA THÈSE.**

Nous nous battons pour la titularisation des chercheur·es précaires en contrat depuis plusieurs années, sous l'égide du Comité National et, en section, nous faisons valoir la reprise intégrale de l'ancienneté au moment de la titularisation, par la prise en compte de toutes les années antérieures de recherche. C'est aussi pour défendre les postes statutaires que nous continuerons de refuser de participer aux classements des concours de chaires junior qui captent les ressources et dont la précarité permet de faire pression sur les lauréat·es. Nous serons en outre en alerte pour que le fléchage thématique et/ou géographique demeure exceptionnel ; il est ainsi inacceptable que l'attribution des postes de chargé·es de recherche soit prioritairement accordée aux nouvelles structures issues de la politique de site.

**DÉFENDRE LE POUVOIR D'ACHAT ET LES CARRIÈRES.** Nous sommes opposé·es au système des primes individualisées qui servent d'outil de management pour mettre en concurrence les personnels les uns contre les autres, orienter l'activité scientifique tout en étant largement insuffisantes pour compenser la diminution des salaires due au gel du point d'indice dans un contexte d'inflation. C'est pourquoi nous revendiquons que la composante C3 du Ripéc soit intégrée à la composante C1 (touchée par tou·tes les chercheur·euses). Par ailleurs, nous prôtons la revalorisation des carrières, le doublement des promotions CR-DR et la fusion DR2-DR1 en un seul grade.

**PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE.** L'égalité entre hommes et femmes sera un moteur de notre engagement et nous serons attentives et attentifs à contrer les biais de genre au moment des recrutements ainsi que le plafond de verre qui bloque insidieusement les femmes lors des promotions. Nous combattons de même, à ces deux moments-clés de la carrière, toutes les discriminations – en raison du lieu de formation ou d'exercice du métier, de l'orientation sexuelle, du nom, de la couleur de la peau, etc. Nous faciliterons enfin de manière inconditionnelle l'évolution de carrière de tout·e agent·e en situation de handicap et participerons à sécuriser les parcours professionnels avec bénéfice de l'obligation d'embauche (BOE) – en intégrant dans les jurys un·e référent·e handicap afin de sensibiliser et former les membres de jurys à la « compensation du handicap » pour les concours réservés BOE comme à la voie classique.

**PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ENTRE LES UNITÉS DE RECHERCHE.** Nous luttons pour le retour effectif de l'évaluation des laboratoires aux sections du Comité national, la suppression du Hcéres, et nous ferons en sorte, une fois élu·es, de défendre cette prérogative essentielle. Nous nous attacherons dès lors à résister, en section, aux menaces exercées à l'encontre des UMR et de leurs ressources – comme nous l'avons fait récemment à l'encontre de la création du label « Key-lab » et de coupes budgétaires scandaleuses. La participation aux sections du CoNRS et, dès lors aussi, à la C3N est une façon de faire vivre le débat démocratique sur la politique scientifique de l'établissement, en son sein, au plus près de l'activité des agent·es.

**DÉFENDRE LES LIBERTÉS ACADÉMIQUES ET LA LIBERTÉ D'EXPRESSION.** Nos objets et nos résultats de recherche sont susceptibles de ne pas satisfaire les intérêts politiques de court terme ni les intérêts du patronat. C'est pourquoi nos libertés de recherche et d'expression sont régulièrement menacées. Le CoNRS se doit de garantir ces libertés et de refuser toute instrumentalisation de son évaluation scientifique à des fins de censure, de pression et de répression politiques.